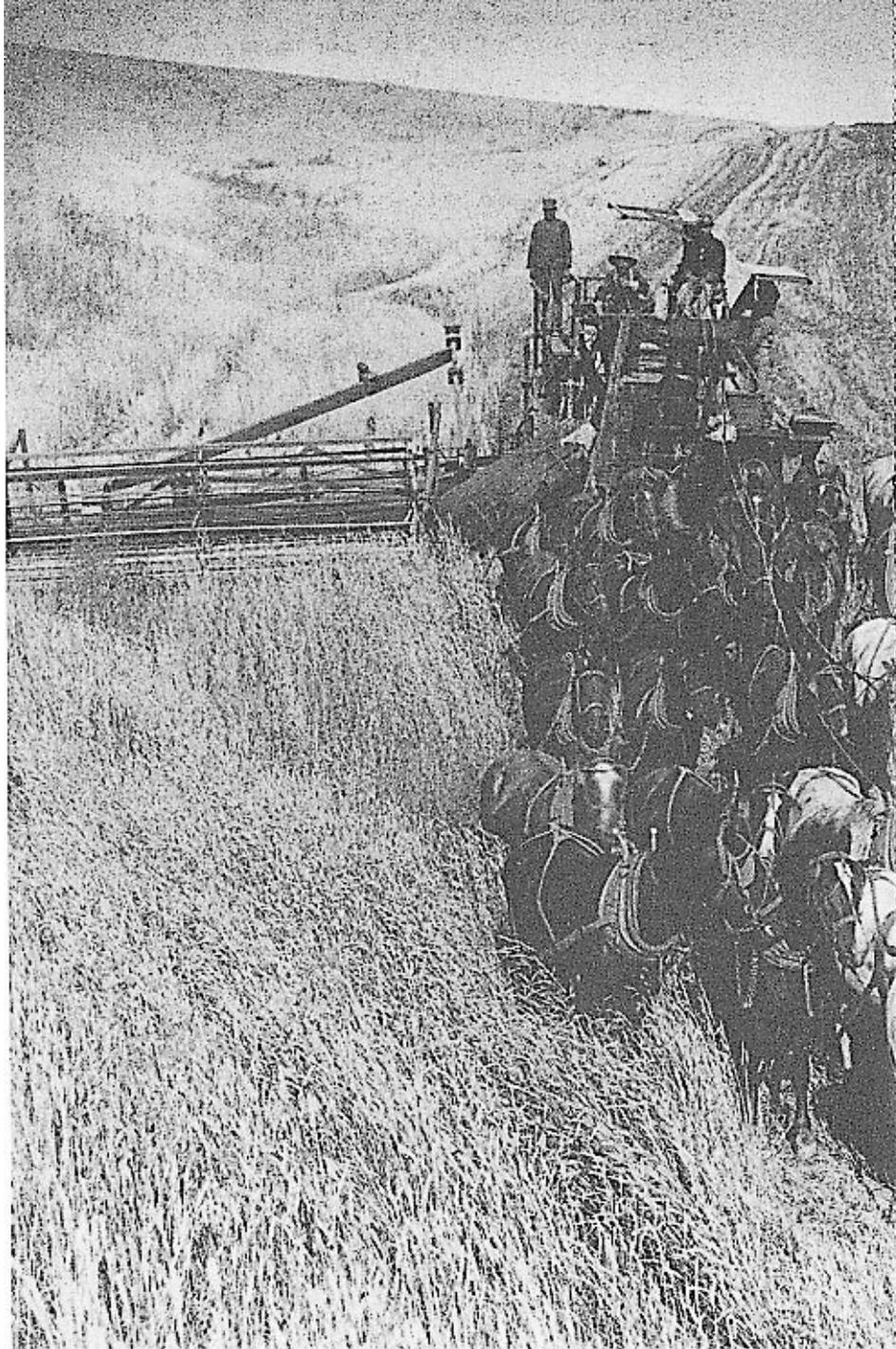


Moisson dans le Midwest, xix^e siècle.





ESQUISSE DE
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS
CHAPITRE CINQ

V

**L'EXPANSION VERS
L'OUEST
ET LES
PARTICULARISMES
REGIONAUX**

«VA VERS L'OUEST,
JEUNE HOMME
ET GRANDIS
AVEC LE PAYS.»

John Soule, 1851

La guerre de 1812 avait constitué, en un sens, une seconde guerre d'Indépendance car, jusque-là, les Etats-Unis n'avaient pas encore été admis sur un pied d'égalité dans la famille des nations. Avec la fin du conflit, nombre des graves difficultés que la jeune république avait dû affronter depuis la Révolution se trouvèrent désormais résolues. L'union nationale, sous l'égide de la Constitution, instaurait l'équilibre entre la liberté et l'ordre. La dette publique était insignifiante. Le continent n'attendait plus que d'être exploré. Des perspectives de paix, de prospérité et de progrès social s'ouvraient devant la nation.

**LA CONSTRUCTION
DE L'UNITE**

Le commerce était en train de cimenter l'unité nationale. Les privations entraînées par la guerre avaient convaincu maints Américains de la nécessité de protéger les industries américaines jusqu'au moment où elles seraient en mesure de se défendre seules contre la concurrence étrangère. L'indépendance économique, affirmait-on, était aussi vitale que l'indépendance politique. Pour promouvoir l'autonomie économique, certains chefs de file du Congrès, Henry Clay, du Kentucky, et John C. Calhoun, de Caroline du Sud, réclamèrent une politique de «protectionnisme» – la mise en place de restrictions sur l'importation de marchandises étrangères pour favoriser le développement de l'industrie américaine.

Le moment était propice à un relèvement des droits de douane. Les éleveurs de moutons du Vermont et de l'Ohio voulaient être protégés contre l'importation de laine anglaise. Dans le Kentucky, une nouvelle industrie, faisant appel au chanvre local dans le tissage de toiles à sacs, était menacée par la concurrence écossaise. Pittsburgh, en Pennsylvanie, qui avait des fonderies florissantes, souhaitait vivement concurrencer les exportateurs de fer britanniques et suédois. Les tarifs douaniers établis en 1816 imposaient des droits suffisamment élevés pour assurer aux industriels américains une protection efficace. En outre, les populations de l'Ouest réclamaient la construction d'un réseau national de routes et de canaux pour être reliées aux villes et aux ports de l'Est ; elles demandaient également l'ouverture des territoires de la frontière aux colons. Pourtant, à cause de l'opposition de la Nouvelle-Angleterre et du Sud, elles n'obtinrent pas l'intervention fédérale comme elles le souhaitaient pour aménager les territoires de l'intérieur. Les routes et les canaux continuèrent à relever de la compétence des Etats jusqu'à l'adoption de la loi de 1916 sur les grandes voies routières fédérales (*Federal Highways Act*).

Plusieurs arrêts de la Cour suprême avaient encore renforcé la position du gouvernement fédéral. Un fédéraliste convaincu, le Virginien John Marshall, était devenu président de la Cour, en 1801, et devait conserver ses fonctions jusqu'à sa mort en 1835. La Cour se transforma sous son égide en une puissante juridiction dont l'importance était égale à celle du Congrès et du président. Dans une série de décisions historiques, Marshall resta fidèle à un principe capital : sauvegarder la suprématie de la Constitution.

Il fut le premier d'une longue lignée de juges à la Cour suprême dont les décisions ont contribué à façonner le sens et l'application de la Constitution. A la fin de son long mandat, la Cour avait tranché près de cinquante affaires incontestablement liées à des points de droit constitutionnel. Dans l'un des arrêts les plus célèbres qu'il ait rendus – *Marbury c. Madison* (1803) – Marshall établit de façon décisive le droit de la Cour suprême de vérifier la constitutionnalité de toute loi adoptée par le Congrès ou par l'assemblée législative d'un Etat. Par ailleurs, dans l'arrêt *McCulloch c. Maryland* (1819),

qui traitait de l'éternel problème des pouvoirs implicites conférés au gouvernement fédéral par la Constitution, John Marshall soutint hardiment la théorie de Hamilton selon laquelle la Constitution accordait implicitement au gouvernement fédéral des pouvoirs allant au-delà de ceux qui y sont expressément énoncés.

**L'EXTENSION
DE
L'ESCLAVAGE**

L'esclavage, qui jusqu'alors n'avait guère retenu l'attention du public, prit soudain une importance accrue et donna lieu à un débat national. Aux premiers temps de la république, quand les Etats du Nord prenaient des dispositions pour affranchir immédiatement ou progressivement les esclaves, bien des dirigeants avaient pensé que l'esclavage disparaîtrait de lui-même. En 1786, George Washington avait écrit qu'il souhaitait ardemment l'adoption d'un plan «grâce auquel l'esclavage pourrait être aboli par degrés, de façon lente, sûre, mais imperceptible». Jefferson, Madison et Monroe, tous Virginiens, et d'autres hommes d'Etat sudistes en vue avaient fait des déclarations analogues. L'ordonnance du Nord-Ouest, adoptée en 1787, avait interdit l'esclavage dans le territoire du même nom. En 1808 encore, au moment où la traite des esclaves fut abolie, bien des sudistes pensaient que cette institution appartiendrait bientôt au passé. Cette attente devait être déçue car, au cours de la génération suivante, le Sud se prononça unanimement en faveur de son maintien. En effet, par suite de l'intervention de facteurs économiques nouveaux, l'esclavage était devenu une source de profit beaucoup plus importante qu'avant 1790.

L'un de ces facteurs essentiels fut l'avènement d'une grande industrie cotonnière dans le Sud, stimulée par l'introduction de nouvelles variétés de coton et par l'invention de l'égreneuse, machine qui séparait les graines de la fibre et dont Eli Whitney avait eu l'idée en 1793. En même temps, la révolution industrielle, qui fit du secteur textile une activité à grande échelle, avait largement accru la demande de coton brut. L'ouverture de terres nouvelles dans l'Ouest, après 1812, avait considérablement augmenté les surfaces disponibles pour la plantation du coton. Cette culture, naguère li-

mitée aux Etats de la côte est, gagna rapidement une grande partie du Sud jusqu'au delta du Mississippi et, par la suite, jusqu'au Texas.

Une autre culture, celle de la canne à sucre, qui exigeait beaucoup de main-d'œuvre, contribua également à l'extension de l'esclavage dans le Sud. Le climat chaud et les terres riches du sud-est de la Louisiane rendaient l'exploitation très rentable. En 1830, cet Etat fournissait à la nation près de la moitié du sucre qu'elle consommait. Enfin, les planteurs de tabac se déplacèrent vers l'ouest, entraînant l'esclavage dans leur sillage.

Comme la société nordiste, où l'esclavage était inconnu, et le Sud esclavagiste progressaient vers l'ouest, il parut utile, à des fins politiques, d'établir un équilibre approximatif entre les nouveaux Etats créés dans les territoires de l'Ouest. Ainsi, en 1818, l'entrée de l'Illinois au sein de l'Union porta à onze le nombre des Etats qui interdisaient l'esclavage, contre dix qui l'autorisaient. Mais l'égalité fut rétablie avec l'adhésion de l'Alabama esclavagiste. La population, il est vrai, augmentait plus vite dans le Nord, ce qui permettait aux Etats nordistes d'avoir une nette majorité à la Chambre des représentants. Mais le Nord et le Sud étaient à égalité au Sénat.

En 1819, le Missouri, qui comptait 10 000 esclaves, demanda à entrer dans l'Union. Les nordistes firent bloc contre cette admission si le futur Etat n'affranchissait pas ses esclaves, et une tempête de protestations balaya le pays. Pendant un temps, le Congrès se trouva dans l'impasse, mais, à l'instigation de Henry Clay, fut adopté ce que l'on appela le «compromis du Missouri» : celui-ci serait admis comme Etat esclavagiste en même temps que le Maine antiesclavagiste. En outre, le Congrès bannit l'esclavage de tous les territoires acquis lors de l'achat de la Louisiane et situés au nord de la latitude 36° 30'. A l'époque, cette disposition apparut comme une victoire pour le Sud, car tout le monde pensait que le «grand désert américain» avait peu de chances d'être jamais colonisé. La controverse se trouva donc provisoirement apaisée, mais Thomas Jefferson écrivit un jour à un ami : «Comme le tocsin dans la nuit, cette question capitale m'a réveillé plein de terreur, car j'ai eu l'impression d'entendre sonner le glas de l'Union.»

**L'AMÉRIQUE
LATINE ET
LA DOCTRINE
DE MONROE**

Au cours des premières décennies du XIX^e siècle, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud s'étaient tournées vers la révolution. Depuis que les colonies anglaises avaient obtenu leur indépendance, l'idée de liberté agitaient les peuples d'Amérique latine. La conquête de l'Espagne par Napoléon en 1808 donna le signal du soulèvement. En 1822, sous la conduite de Simón Bolívar, Francisco Miranda, José de San Martín et Miguel Hidalgo, toute l'Amérique hispanique – de l'Argentine et du Chili au sud, jusqu'à la Californie et au Mexique au nord – s'était émancipée de la mère patrie.

Le peuple américain s'était vivement intéressé à cette apparente répétition de l'expérience qui avait été la sienne lorsqu'il avait voulu se débarrasser de la tutelle européenne. La vue des mouvements indépendantistes en Amérique latine l'avait conforté dans sa foi en un gouvernement autonome. En 1822, sous l'effet d'une forte pression populaire, le président James Monroe fut autorisé à reconnaître les nouvelles nations d'Amérique latine – y compris une ancienne colonie portugaise, le Brésil. Il établit bientôt avec elles des relations diplomatiques. Cette reconnaissance confirma le fait que ces pays étaient désormais vraiment indépendants, entièrement affranchis de leurs anciennes attaches européennes.

A ce moment, la Russie, la Prusse et l'Autriche formaient une association connue sous le nom de Sainte-Alliance pour se prémunir contre toute tentative révolutionnaire. En intervenant dans les pays où les mouvements populaires menaçaient les trônes des monarques, l'Alliance – parfois soutenue par la France – espérait prévenir la propagation de la révolution dans ses possessions. Cette politique était à l'opposé du principe américain de l'autodétermination.

Tant qu'elle limita ses activités à l'Ancien Continent, la Sainte-Alliance ne suscita guère de craintes aux Etats-Unis. Mais quand elle annonça son intention de restituer à l'Espagne ses anciennes colonies, les Américains se sentirent très préoccupés. Pour sa part, la Grande-Bretagne résolut d'empêcher l'Espagne de recouvrer son empire, car les échanges avec l'Amérique latine étaient trop importants pour les intérêts commerciaux britanniques. Londres demanda l'extension des garanties anglo-américaines à cette région du monde, mais le secrétaire d'Etat John Quincy Adams per-

suada Monroe d'agir de façon unilatérale : «Il serait plus franc, et même plus digne, d'avouer nos principes explicitement à la Russie et à la France, plutôt que d'apparaître comme une chaloupe à la remorque d'un navire de guerre anglais.» En décembre 1823, sachant que la marine britannique défendrait l'Amérique latine contre la Sainte-Alliance et la France, le président Monroe, à l'occasion de son message annuel au Congrès, formula ce qui allait être connu sous le nom de doctrine de Monroe, c'est-à-dire le refus de tolérer toute nouvelle extension de la domination européenne sur le continent américain.

Les continents américains... ne doivent plus dorénavant être considérés comme sujets à une future colonisation par les puissances européennes.

Nous considérerions toute tentative de leur part pour étendre leur système [politique] à une partie quelconque de cet hémisphère comme un danger pour notre paix et notre sécurité.

Nous ne sommes pas intervenus et n'interviendrons pas dans les colonies ou territoires actuels dépendant d'une quelconque puissance européenne. Mais en ce qui concerne les gouvernements qui ont proclamé et obtenu leur indépendance, indépendance que nous avons reconnue, nous ne verrions dans une intervention destinée à les opprimer ou à diriger d'une façon quelconque leur destinée, de la part de toute puissance européenne, que la manifestation d'une disposition inamicale envers les Etats-Unis.

La doctrine de Monroe traduisait un esprit de solidarité avec les nouvelles républiques indépendantes d'Amérique latine. Ces nations, à leur tour, reconnurent leurs affinités politiques avec les Etats-Unis en élaborant leurs constitutions, dans bien des cas, sur le modèle nord-américain.

En politique intérieure, la présidence de Monroe (1817-1825) a été baptisée «l'ère des bons sentiments». En un sens, cette expression masquait des conflits passionnés entre les factions et entre les régions. D'un autre côté, elle

consacrait le triomphe politique du parti républicain sur le parti fédéraliste qui disparut de la scène nationale.

Le déclin des fédéralistes sema la confusion dans le système établi pour le choix des présidents. A l'époque, les assemblées législatives des Etats pouvaient désigner les candidats. En 1824, le Tennessee et la Pennsylvanie choisirent Andrew Jackson comme candidat à la Maison-Blanche et un sénateur de la Caroline du Sud, John C. Calhoun, pour être son colistier. Le Kentucky avait préféré le président de la Chambre, Henry Clay. Le Massachusetts avait nommé le secrétaire d'Etat John Quincy Adams. Et un caucus du Congrès s'était rallié à William Crawford, secrétaire au Trésor.

Les questions de personnalités et les allégeances politiques influèrent grandement sur l'issue du scrutin. Adams obtint les voix des grands électeurs de la Nouvelle-Angleterre et la plupart des suffrages de ceux de l'Etat de New York ; Clay, fut soutenu par le Kentucky, l'Ohio et le Missouri. Jackson triompha dans le Sud-Est, l'Illinois, l'Indiana, les Carolines, la Pennsylvanie, le Maryland et le New Jersey ; quant à Crawford, il l'emporta en Virginie, en Georgie et dans le Delaware. Conformément à de la Constitution, aucun candidat n'ayant obtenu la majorité au sein du collège électoral, l'élection fut renvoyée devant la Chambre des représentants, où Clay jouissait d'une grande influence. Il apporta son soutien à Adams qui devint président des Etats-Unis.

Durant son mandat, des regroupements se produisirent au sein des partis. Les amis politiques d'Adams prirent le nom de républicains nationaux, appellation qui fut ensuite remplacée par celle de *whigs*. S'il gouverna honnêtement et avec efficacité, Adams n'était pas pour autant populaire et sa présidence fut marquée par bien des déceptions. Il échoua notamment dans son projet d'aménagement d'un réseau national de routes et de canaux. Les années qu'il passa à la Maison-Blanche donnèrent l'impression d'être une seule et longue campagne en vue de sa réélection, mais son tempérament froid d'intellectuel ne lui attirait pas beaucoup d'appuis. Jackson, au contraire, exerçait un énorme pouvoir de séduction sur le peuple, surtout parmi les partisans qu'il comptait au sein du nouveau parti démocrate issu de l'ancien parti républicain, dont les origines remontaient aux prési-

dents Jefferson, Madison et Monroe. Au cours de l'élection de 1828, Jackson écrasa Adams à une large majorité.

Jackson, l'homme politique du Tennessee, le vainqueur des Indiens, le héros de la bataille de La Nouvelle-Orléans pendant la guerre de 1812, était le favori des petits agriculteurs de l'Ouest ainsi que des ouvriers, des artisans et des petits commerçants de l'Est qui voulaient se servir de leur bulletin de vote pour résister à l'emprise croissante des gros négociants et des intérêts manufacturiers issus de la révolution industrielle.

L'élection de 1828 marqua un jalon important sur la voie de l'élargissement de la participation électorale. Le Vermont avait adopté le suffrage universel pour tous les électeurs de sexe masculin depuis qu'il était entré dans l'Union. Le Tennessee accordait le droit de vote à la grande majorité des contribuables. Le New Jersey, le Maryland et la Caroline du Sud avaient tous trois aboli le cens électoral entre 1807 et 1810. Les Etats qui avaient accédé à l'Union après 1815 avaient adopté le suffrage universel pour les électeurs de sexe masculin et de race blanche ou exigeaient un cens électoral symbolique. De 1815 à 1821, le Connecticut, le Massachusetts et l'Etat de New York avaient aboli toute condition en matière de propriété. En 1824, les membres du collège des grands électeurs avaient encore été désignés par les assemblées législatives dans six Etats. Mais, en 1828, ils furent élus au suffrage populaire dans tous les Etats, sauf le Delaware et la Caroline du Sud. Rien ne pouvait illustrer de façon plus spectaculaire cette poussée du sentiment démocratique que l'élection d'un président haut en couleur comme Andrew Jackson.

**LA CRISE DE
L'ANNULA-
TION**

Vers la fin de son premier mandat, Jackson se trouva aux prises avec la Caroline du Sud sur la question des tarifs douaniers protectionnistes. Les défenseurs des intérêts du commerce et de l'agriculture dans cet Etat avaient espéré que Jackson userait de ses pouvoirs présidentiels pour modifier les lois tarifaires auxquelles ils s'opposaient depuis longtemps. A leurs yeux, tous les avantages du protection-

nisme profitaient aux industriels nordistes et, pendant que le pays dans son ensemble s'enrichissait, la Caroline du Sud s'appauvriissait, les planteurs supportant tout le poids de la hausse des prix.

Les tarifs protectionnistes votés par le Congrès et promulgués par Jackson en 1832 n'étaient pas aussi rigoureux que ceux de 1828, mais ils irritèrent bien des habitants de Caroline du Sud. Par mesure de rétorsion, un certain nombre de citoyens de l'Etat souscrivirent au principe de John C. Calhoun selon lequel les Etats avaient le droit d'annuler les lois fédérales. Calhoun avait été le vice-président de Jackson jusqu'en 1832, mais il avait exposé sa théorie dès 1828, dans son libelle intitulé *South Carolina Exposition and Protest*. La Caroline du Sud se débarrassa des droits de douane importuns en prenant une ordonnance qui déclarait nuls et non avenue les tarifs de 1828 et de 1832 sur le territoire de l'Etat. L'assemblée législative avait également adopté des mesures destinées à faire appliquer l'ordonnance, y compris l'autorisation de lever des forces armées et l'octroi de crédits pour acheter des armes.

Ce n'était pas le premier défi lancé par les Etats à l'autorité du gouvernement fédéral. Pratiquement depuis la fondation de la république, il y avait une contestation permanente des Etats envers le pouvoir central quant aux prérogatives de ce dernier et au devoir de loyalisme des populations envers l'autorité nationale. Les résolutions adoptées en 1798 par le Kentucky et la Virginie, par exemple, avaient révoqué en doute la validité des lois sur les Etrangers et la Sédition ; de même, lors de la convention de Hartford, la Nouvelle-Angleterre avait manifesté avec véhémence son opposition au président Madison et à la guerre contre l'Angleterre.

En guise de riposte aux menaces de la Caroline du Sud, Jackson envoya sept petits bâtiments et un navire de guerre à Charleston, en novembre 1832. Le 10 décembre, il lança une proclamation retentissante contre les partisans de l'annulation. La Caroline du Sud, selon les termes même du Président, était «au bord de l'insurrection et de la trahison» et il invita les habitants de l'Etat à réaffirmer leur allégeance à l'Union pour laquelle leurs ancêtres avaient combattu.

Quand la question des droits de douane revint devant le

Congrès, il apparut très vite que seul le sénateur Henry Clay, grand partisan du protectionnisme et adversaire politique de Jackson, pourrait faire adopter une loi de compromis au Congrès. Le projet de tarif douanier présenté par Clay et adopté rapidement en 1833 prévoyait de réduire progressivement tous les droits de douane supérieurs à 20 % de la valeur des marchandises importées, afin qu'en 1842 les taxes sur toutes les marchandises soient ramenées au niveau modéré de 1816.

Les partisans de l'annulation avaient espéré obtenir le soutien des autres Etats sudistes, mais, sans aucune exception, le reste du Sud déclara que la Caroline du Sud s'était engagée dans une voie aussi risquée qu'anticonstitutionnelle. Par la suite, la Caroline du Sud renonça à son initiative, ce qui n'empêcha pas les deux camps de chanter victoire. Le gouvernement fédéral se trouva ainsi amené à défendre le principe de la suprématie de l'Union. Mais la Caroline du Sud, en offrant un simulacre de résistance, avait obtenu sur plusieurs points satisfaction et avait prouvé qu'un Etat pouvait à lui seul imposer sa volonté au Congrès.

**LA BATAILLE
DE LA
BANQUE** L'affaire de l'annulation n'était pas encore réglée que naissait une autre controverse qui allait défier l'autorité de Jackson : le renouvellement de la charte de la seconde Banque des Etats-Unis. La première avait été établie en 1791 sous l'égide d'Alexander Hamilton et une charte lui avait été octroyée pour une période de vingt ans. Bien que le gouvernement détînt une partie de ses actions, c'était une société privée dont les bénéfices étaient distribués aux actionnaires. Créée dans le but de stabiliser la monnaie et de stimuler le commerce, elle irritait nombre de gens de l'Ouest et de travailleurs, tous convaincus comme le sénateur du Missouri Thomas Hart Benton qu'il s'agissait d'un «ogre» tout prêt à accorder des privilèges particuliers à une poignée d'hommes puissants. Quand la charte vint à échéance en 1811, elle ne fut pas renouvelée.

Pendant quelques années encore, le secteur bancaire demeura entre les mains de diverses banques à qui les Etats

accordaient des chartes. Ces établissements mettaient sur le marché une trop grande quantité de billets, ce qui semait la confusion et alimentait l'inflation. Il devenait de plus en plus évident que les banques des Etats ne pouvaient assurer au pays une monnaie uniforme ; c'est pourquoi une seconde Banque des Etats-Unis, analogue à la première et dotée d'une charte pour vingt ans, avait ouvert ses portes en 1816.

Dès le début, la seconde Banque avait été mal accueillie dans les nouveaux Etats et les territoires de l'Ouest, voire partout dans les milieux défavorisés. Ses adversaires affirmaient qu'elle détenait pratiquement le monopole du crédit et de la monnaie, et qu'elle représentait les intérêts de quelques riches. Dans l'ensemble, elle était pourtant bien gérée et rendait des services précieux ; mais Jackson, élu par les couches populaires pour la combattre, opposa son veto à la loi visant à renouveler la charte. Dans un message au Congrès, il dénonça le monopole et les privilèges dont elle jouissait et déclara que «les gens fortunés de notre pays, non contents de bénéficier d'une protection et d'avantages égaux à ceux des autres citoyens, nous demandent d'accroître encore leur richesse en faisant voter des lois par le Congrès». Tous les efforts en vue de passer outre échouèrent.

Au cours de la campagne électorale qui suivit, la question de la Banque fit apparaître un profond clivage entre deux groupes : d'un côté les représentants des intérêts commerciaux, industriels et financiers (généralement créditeurs, donc favorables à une contraction de la masse monétaire et à une hausse des taux d'intérêt), de l'autre, les populations ouvrières et rurales, souvent endettées vis-à-vis des banques et par conséquent favorables à un accroissement de l'argent en circulation et à une baisse des taux. Les idées de Jackson reçurent un accueil enthousiaste. Le Président estima qu'en le réalisant, en 1832, le peuple lui avait donné mandat d'écraser définitivement la Banque. Une disposition de la charte autorisant le retrait des fonds publics lui fournissait une arme toute trouvée. En septembre 1833, ordre fut donné de cesser tout dépôt de fonds gouvernementaux à la Banque des Etats-Unis et de retirer progressivement, pour les besoins des dépenses publiques, l'argent qui s'y trouvait. Des banques d'Etat, soigneusement sélectionnées et soumises à

des contraintes rigoureuses, furent désignées pour prendre le relais. Pendant vingt-cinq ans, les Etats-Unis allaient s'accommoder d'un système bancaire relativement peu réglementé, qui aida à financer l'expansion vers l'ouest par le biais d'un crédit bon marché, mais rendit le pays vulnérable à des accès de panique récurrents. Il fallut attendre la guerre de Sécession pour que le pays se dote d'un système bancaire national.

**WHIGS,
DEMOCRATES
ET KNOW-
NOTHINGS**

Les adversaires politiques de Jackson, n'ayant aucun espoir de réussir tant qu'ils resteraient divisés, tentèrent de rassembler tous les insatisfaits sous un seul étendard politique – le parti des *whigs*. Mais bien qu'ils se fussent organisés peu de temps après la campagne électorale de 1832, il leur fallut plus de dix ans pour aplanir leurs divergences et élaborer un programme. Ce fut essentiellement autour de ses hommes d'Etat les plus brillants – Henry Clay et Daniel Webster – que le parti *whig* parvint à mobiliser ses adhérents. Au cours de la campagne présidentielle de 1836, les *whigs* étaient pourtant encore trop divisés pour s'unir derrière un seul homme ou pour défendre un programme commun. Ce fut donc le vice-président de Jackson, Martin Van Buren, de l'Etat de New York, qui entra à la Maison-Blanche.

Les qualités du nouveau président furent éclipsées par la personnalité hors du commun de son prédécesseur et par la crise économique qui frappait le pays. Ses initiatives politiques ne suscitaient aucun enthousiasme, car il n'avait ni le magnétisme d'un grand meneur d'hommes ni le flair extraordinaire qui avaient marqué toutes les décisions de Jackson. A l'élection suivante, en 1840, le pays traversait des temps difficiles, les salaires étaient bas et les démocrates étaient sur la défensive.

A l'instar de Jackson, le candidat à la Maison-Blanche des *whigs*, William Henry Harrison, originaire de l'Ohio, considéré comme un héros des guerres indiennes et de la guerre de 1812, était très populaire et passait, comme lui, pour un authentique représentant de l'Ouest démocrate. Avec son colistier John Tyler – un Virginien très aimé dans le Sud à cause

de ses idées sur les droits des Etats et l'abaissement des tarifs douaniers – Harrison remporta une écrasante victoire.

Mais, quelques semaines après son entrée à la Maison-Blanche, Harrison mourait, à l'âge de 68 ans, et Tyler lui succéda. Les opinions du nouveau président différaient radicalement de celles de Clay et de Webster, qui demeuraient les hommes les plus écoutés du pays. Leurs divergences s'aggravèrent et, avant même la fin du mandat présidentiel, la rupture était consommée entre Tyler et le parti qui l'avait porté à la tête de l'exécutif.

Les Américains, cependant, étaient divisés pour des raisons bien plus complexes que ces simples querelles partisanses entre *whigs* et démocrates. Dans la première moitié du XIX^e siècle, l'afflux d'immigrants catholiques venus surtout d'Irlande et d'Allemagne provoqua une réaction brutale chez les Américains de souche, de confession protestante.

L'apport des immigrants ne se limitait pas à certaines coutumes et à des pratiques religieuses nouvelles. Ils disputaient les emplois aux Américains de naissance dans les villes de la côte est. En outre, les réformes politiques des années 1820 et 1830 avaient accru l'influence de ceux qui étaient nés à l'étranger. Pendant ces deux décennies, nombre des constitutions adoptées par les différents Etats avaient en effet été révisées, et certaines d'entre elles avaient étendu le droit de vote à tous les Blancs de sexe masculin. Du même coup, les hommes politiques issus des milieux patriciens avaient perdu leur toute-puissance et ils en rendaient les nouveaux venus responsables. Enfin, devant l'indifférence dont faisaient preuve les autorités catholiques dans la lutte contre l'alcoolisme, beaucoup accusaient Rome de chercher par ce moyen à corrompre les Etats-Unis.

Des associations militant pour la défense des Américains de souche firent leur apparition. L'une des plus importantes était une société secrète, l'Ordre de la bannière étoilée (*Order of the Star-Spangled Banner*) fondée en 1849. Comme ses membres refusaient de répondre aux questions, on ne tarda pas à les surnommer les *Know-Nothings* (ceux qui ne savent rien). Réunis en grand conseil à New York, en 1853, ils élaborèrent une nouvelle constitution en vue de renforcer leur mainmise sur l'appareil de l'Etat.

Parmi leurs principaux objectifs figurait la prolongation de la durée de résidence requise pour obtenir la naturalisation, qu'ils voulaient porter de cinq à vingt et un ans ; ils demandaient aussi que soient écartés des fonctions publiques les personnes nées à l'étranger ainsi que les catholiques. En 1855, ils étaient parvenus à occuper la majorité des sièges dans les assemblées législatives des Etats de New York et du Massachusetts et comptaient quatre-vingt-dix élus au sein du Congrès.

Mais des désaccords à propos de l'esclavage empêchèrent les *Know-Nothings* de jouer un rôle dans la politique nationale. Ceux du Sud étaient partisans de l'esclavage, tandis que ceux du Nord y étaient opposés. Au cours de leur convention de 1856, réunie pour désigner des candidats à la présidence et à la vice-présidence, quarante-deux délégués nordistes claquèrent la porte lorsqu'une motion de soutien au compromis du Missouri se trouva mise en échec ; les *Know-Nothings* disparurent alors de la scène politique nationale.

UN VENT DE REFORMES

Les bouleversements politiques favorables aux démocrates, qui avaient porté Jackson à la présidence, n'avaient été qu'une étape dans la longue quête menée par les Américains pour garantir à tous les citoyens davantage de droits et de chances de réussite. L'apparition des premières organisations syndicales marqua une deuxième étape dans ce sens. En 1835, les organisations de travailleurs de Philadelphie réussirent à ramener à dix heures la journée de travail qui, auparavant, durait du lever au coucher du soleil. Bientôt, le New Hampshire, le Rhode Island et la Californie (le dernier des Etats admis dans l'Union, en 1850) entreprirent des réformes analogues.

L'extension du droit de vote à une population plus nombreuse avait déjà entraîné des changements dans la manière de concevoir le rôle de l'école, car un peu partout des hommes d'Etat lucides avaient compris qu'un électorat ignorant, voire illettré, constituerait un danger pour le suffrage universel. Ces hommes – DeWitt Clinton dans l'Etat de New York, Abraham Lincoln dans l'Illinois et Horace Mann dans le Mas-

sachusetts – étaient désormais soutenus par les syndicats ouvriers, dont les chefs réclamaient des écoles gratuites, financées par l'impôt et ouvertes à tous les enfants. Les uns après les autres, les Etats adoptèrent des lois instituant la gratuité de l'enseignement. Dans le Nord, le système de l'école publique se généralisa. Cependant, dans d'autres parties du pays, la bataille pour l'instruction publique se poursuivit pendant des années.

Un autre courant social exerça également une grande influence sur la société, au cours de cette même période : l'opposition à la vente et à la consommation d'alcool, animée par les ligues de tempérance. Cette initiative obéissait à des préoccupations et des motifs divers, parmi lesquels figuraient les convictions religieuses, les méfaits de l'alcool sur les travailleurs, mais aussi les violences et les souffrances infligées aux femmes et aux enfants par les gros buveurs. En 1826, des pasteurs de Boston avaient créé la Society for the Promotion of Temperance. Sept années plus tard, à Philadelphie, cette association convoquait une convention nationale, qui fonda l'American Temperance Union. Celle-ci prônait la renonciation à toutes les boissons alcoolisées et exerçait des pressions sur les assemblées législatives des Etats pour faire interdire la production et la vente d'alcool. En 1855, treize Etats avaient adopté des dispositions dans ce sens, même si leur validité fut par la suite contestée devant les tribunaux. Certaines d'entre elles subsistèrent dans la partie septentrionale de la Nouvelle-Angleterre, mais entre 1830 et 1860 les ligues de tempérance avaient considérablement réduit la consommation d'alcool par habitant.

D'autres réformateurs s'attaquèrent aux problèmes carcéraux et au traitement des malades mentaux. Des efforts furent faits pour transformer les prisons qui mettaient l'accent sur l'aspect punitif en pénitenciers où l'on œuvrait à la réhabilitation des détenus. Dans le Massachusetts, Dorothea Dix livra bataille pour améliorer les conditions de vie des malades mentaux, qui jusqu'alors étaient internés dans des asiles minables et des prisons. Après avoir obtenu des améliorations dans le Massachusetts, elle porta ses efforts vers le Sud, où neuf Etats fondèrent des hôpitaux pour soigner les maladies mentales entre 1845 et 1852.

**LES DROITS
DES FEMMES**

Toutes ces réformes sociales amenèrent nombre de femmes à prendre conscience de l'inégalité de leur condition dans la société. Depuis l'époque coloniale, les femmes célibataires avaient à peu près les mêmes droits que les hommes devant la loi. Toutefois, la coutume voulait qu'elles se marient jeunes. Une fois mariées, elles perdaient quasiment leur identité propre aux yeux du législateur. Elles n'étaient pas autorisées à voter et leur éducation tout au long des ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles se limita essentiellement à la lecture, l'écriture, la musique, la danse et les travaux d'aiguille.

Cette prise de conscience coïncida avec la tournée de conférences que fit en Amérique, au cours des années 1820, la journaliste écossaise Frances Wright afin de promouvoir publiquement les droits des femmes aux Etats-Unis. Non contente de prendre la parole en public, ce qui était alors généralement interdit aux femmes, elle scandalisait ses auditeurs en réclamant pour elles le droit à l'information sur la limitation des naissances et le divorce.

Pendant les années 1840, un groupe d'Américaines prit l'initiative de créer le premier mouvement de défense des droits de la femme. La personnalité la plus marquante du groupe était Elizabeth Cady Stanton. En compagnie d'une autre féministe, Lucretia Mott, elle organisa en 1848 une convention des droits de la femme – la première de l'histoire mondiale – à Seneca Falls, dans l'Etat de New York. L'assemblée rédigea une déclaration qui réclamait l'égalité avec les hommes devant la loi, le droit de vote et l'égalité des chances en matière d'enseignement et d'emploi.

La même année, dans l'Etat de New York, une immigrante polonaise, Ernestine Rose, contribua de façon décisive à faire voter une loi qui permettait aux femmes mariées de conserver des biens à leur nom. Cette loi sur le droit de propriété des femmes mariées (*Married Women's Property Act*) était l'une des premières mesures de ce genre adoptées dans le pays ; sa mise en vigueur encouragea les assemblées législatives d'autres Etats à promulguer des textes analogues.

En 1869, Ernestine Rose aida Elizabeth Cady Stanton et une autre féministe de premier plan, Susan B. Anthony, à fonder la National Woman Suffrage Association (NWSA). Cette association pour le droit de vote des femmes réclamait

l'adoption d'un amendement à la Constitution pour faire reconnaître le droit de vote aux femmes. Ces deux militantes allaient devenir les propagandistes les plus acharnées du mouvement féministe. Pour décrire leurs rôles respectifs, Elizabeth Cady Stanton avait coutume de dire : «Je fais le tonnerre et elle lance les éclairs.»

**LA MARCHÉ
VERS L'OUEST**

L'esprit de la frontière contribua beaucoup à façonner la vie américaine. Les conditions d'existence sur tout le littoral atlantique encourageaient la migration vers d'autres régions. En Nouvelle-Angleterre, où le sol n'était pas assez riche pour donner des récoltes de céréales abondantes, une foule d'hommes et de femmes quittaient leurs fermes et leurs villages de la côte pour aller exploiter les terres fertiles situées à l'intérieur du continent. Dans les colonies de l'arrière-pays réparties sur le territoire des Carolines et de la Virginie, les populations défavorisées par le manque de routes et de cours d'eau n'avaient pas accès aux marchés de la côte et subissaient la domination politique des planteurs du littoral ; elles prirent elles aussi la direction de l'ouest. Dès 1800, les vallées du Mississippi et de l'Ohio s'étaient transformées en une vaste région frontalière. «Hi-o, away we go, floating down the river on the O-hi-o» (Hi-o, nous partons en descendant le cours de l'O-hi-o), telle était la chanson que fredonnaient des milliers d'émigrants.

Cette poussée de la population vers l'ouest au début du XIX^e siècle entraîna une restructuration des anciens territoires et le tracé de nouvelles frontières. A mesure que de nouveaux Etats étaient admis dans l'Union, la carte politique se stabilisait à l'est du Mississippi. De 1816 à 1821, six Etats furent créés : l'Indiana, l'Illinois et le Maine où l'esclavage n'était pas toléré, ainsi que le Mississippi, l'Alabama et le Missouri, tous trois esclavagistes. Sur la première frontière de peuplement, les colons avaient gardé des liens étroits avec l'Europe ; ceux de la deuxième frontière étaient issus des colonies côtières ; mais la vallée du Mississippi ne voulait rien devoir à personne, et ses pionniers préféraient se tourner vers l'ouest.

La population de la frontière était très diversifiée. Un voyageur anglais la présentait comme «une race d'hommes audacieux et vigoureux, qui vivent dans des cabanes misérables... Ils sont frustes mais hospitaliers, aimables avec les étrangers, honnêtes et dignes de confiance. Ils cultivent un peu de blé indien, des citrouilles, élèvent des porcs et parfois une ou deux vaches... Mais le fusil est leur principal moyen de subsistance.» Habiles à manier la hache, à poser des pièges et à pêcher à la ligne, ces hommes tracèrent des pistes, bâtirent les premières cabanes en rondins et affrontèrent les tribus d'Amérindiens dont ils occupaient les terres.

De plus en plus nombreux à s'aventurer dans les grands espaces vierges, certains pratiquaient à la fois l'agriculture et la chasse. La cabane d'origine faisait place à une confortable maison en bois avec des fenêtres vitrées, une cheminée et plusieurs pièces séparées par des cloisons ; le puits remplaçait la source. Il ne fallait pas beaucoup de temps aux pionniers travailleurs pour défricher leur terre, brûler le bois pour se procurer de la potasse et laisser les souches pourrir. Ils produisaient le blé, les légumes et les fruits dont ils avaient besoin ; ils parcouraient les forêts pour chasser le gros gibier ou les dindes sauvages et faire provision de miel. Ils pêchaient dans les ruisseaux et veillaient sur leur bétail. Ceux qui avaient le goût de la spéculation achetaient de vastes étendues de terre à bas prix qu'ils revendaient quand leur valeur avait augmenté, pour repartir encore plus loin vers l'ouest et ouvrir la voie à d'autres pionniers.

Des médecins, des avocats, des marchands, des journalistes, des prédicateurs, des mécaniciens et des hommes politiques ne tardèrent pas à venir rejoindre les cultivateurs. Pourtant, ceux-ci constituaient toujours le gros de la population. Quand ils s'étaient installés quelque part, ils cherchaient à y rester dans l'espoir que leurs enfants y demeureraient après eux. Ils construisaient de vastes granges et de grandes maisons en brique ou en bois. Ils importaient du cheptel de race améliorée, labouraient habilement la terre et y semaient des graines sélectionnées. Certains édifiaient des moulins, des scieries et des distilleries. Ils traçaient de bonnes routes, bâtissaient des églises et des écoles. Des transformations incroyables s'opèrent en quelques années.

En 1830, par exemple, Chicago n'était qu'un simple comptoir sans avenir, à l'ombre d'un fort ; mais bien avant la mort de ses fondateurs, la bourgade était devenue l'une des villes les plus vastes et les plus riches du pays.

Il était facile d'acquérir une exploitation ; après 1820, la terre du domaine public coûtait à peu près 2,50 dollars l'hectare ; mieux encore, en vertu de la loi agraire de 1862 (*Homestead Act*), elle appartenait à tout occupant qui la faisait fructifier. En outre, on pouvait se procurer facilement l'outillage nécessaire à l'agriculture. C'était une époque où, comme l'avait écrit John Soule dans une phrase rendue célèbre par le journaliste Horace Greeley, les jeunes gens n'avaient qu'à aller vers l'ouest pour «grandir avec le pays».

Si l'on excepte la migration vers le Texas, qui appartenait au Mexique, la marche vers l'ouest ne franchit le Missouri qu'après 1840. En 1819, les Etats-Unis, en acceptant d'assumer les créances de ses citoyens, lesquelles s'élevaient à cinq millions de dollars, avaient obtenu de l'Espagne la cession de la Floride et des droits détenus par les Espagnols sur la région de l'Oregon, dans le Far West. Entre-temps, le Far West était devenu le théâtre d'une grande activité grâce au commerce de la fourrure, ce qui allait avoir des répercussions d'une portée considérable, dépassant largement le simple négoce des peaux. Comme aux premiers temps de l'exploration par les Français de la vallée du Mississippi, le trappeur servait d'éclaircur au colon au-delà du fleuve. Français et Irlandais exploraient les grands fleuves et leurs affluents, découvraient les cols praticables des montagnes Rocheuses et des Sierras ; ils ouvrirent la voie à la migration terrestre des années 1840 et à l'occupation ultérieure des territoires situés au cœur du pays.

Globalement, le développement de la nation était considérable : la population, qui s'élevait à 7 250 000 habitants en 1812, en comptait plus de 23 millions en 1852 sur un territoire dont la superficie atteignait presque celle de l'Europe, étant passée de 4,4 millions à 7,8 millions de kilomètres carrés. Néanmoins, des conflits profondément enracinés dans des particularismes régionaux demeuraient sans solution et, à partir des années 1860, ils allaient déclencher une guerre civile. Il était inévitable aussi que, durant leur expansion

vers l'ouest, les pionniers entrent en conflit avec les populations autochtones : les Indiens.

Au début du XIX^e siècle, la personnalité la plus marquante de toutes celles ayant pris part à ces conflits était Andrew Jackson, le premier «homme de l'Ouest» à entrer à la Maison-Blanche. Au plus fort de la guerre de 1812, Jackson, qui commandait alors les milices du Tennessee, avait été dépêché dans le sud de l'Alabama pour mater impitoyablement la révolte des tribus creeks, qui durent céder les deux tiers de leur territoire aux Etats-Unis. Par la suite, Jackson mit en déroute des bandes de Séminoles qu'il expulsa de leurs sanctuaires en Floride, alors possession espagnole.

A partir de 1820, le secrétaire à la Guerre du président Monroe, John C. Calhoun, appliqua une politique de déplacement des tribus implantées dans l'ancien Sud-Ouest pour les réinstaller de l'autre côté du Mississippi. Jackson, devenu président, poursuivit cette politique.

En 1830, le Congrès adopta une loi sur le déplacement des Indiens (*Indian Removal Act*) qui permettait de financer le transfert au-delà du Mississippi des tribus implantées dans l'Est. En 1834, une réserve indienne fut établie dans ce qui est aujourd'hui l'Oklahoma. Au cours des deux mandats présidentiels de Jackson, les Indiens signèrent 94 traités par lesquels ils cédaient au gouvernement fédéral des millions d'hectares et acceptaient que des dizaines de tribus soient chassées de leurs terres ancestrales.

Le chapitre le plus regrettable de cette malheureuse histoire concerne les Cherokees, dont le territoire situé dans le nord-ouest de la Caroline du Nord et de la Georgie avait été garanti par un traité de 1791. Le sort des Cherokees, l'une des tribus les plus progressistes de l'Est, fut scellé au moment où l'on découvrit de l'or sur leurs terres, en 1829. Un arrêt prononcé en leur faveur par la Cour suprême ne leur servit de rien. Avec l'assentiment de l'administration Jackson, les Cherokees furent contraints d'entreprendre le long et cruel voyage qui les amena dans l'Oklahoma en 1835. Nombre d'entre eux moururent de maladie et de privations sur ce que l'on a appelé le «Sentier des larmes».

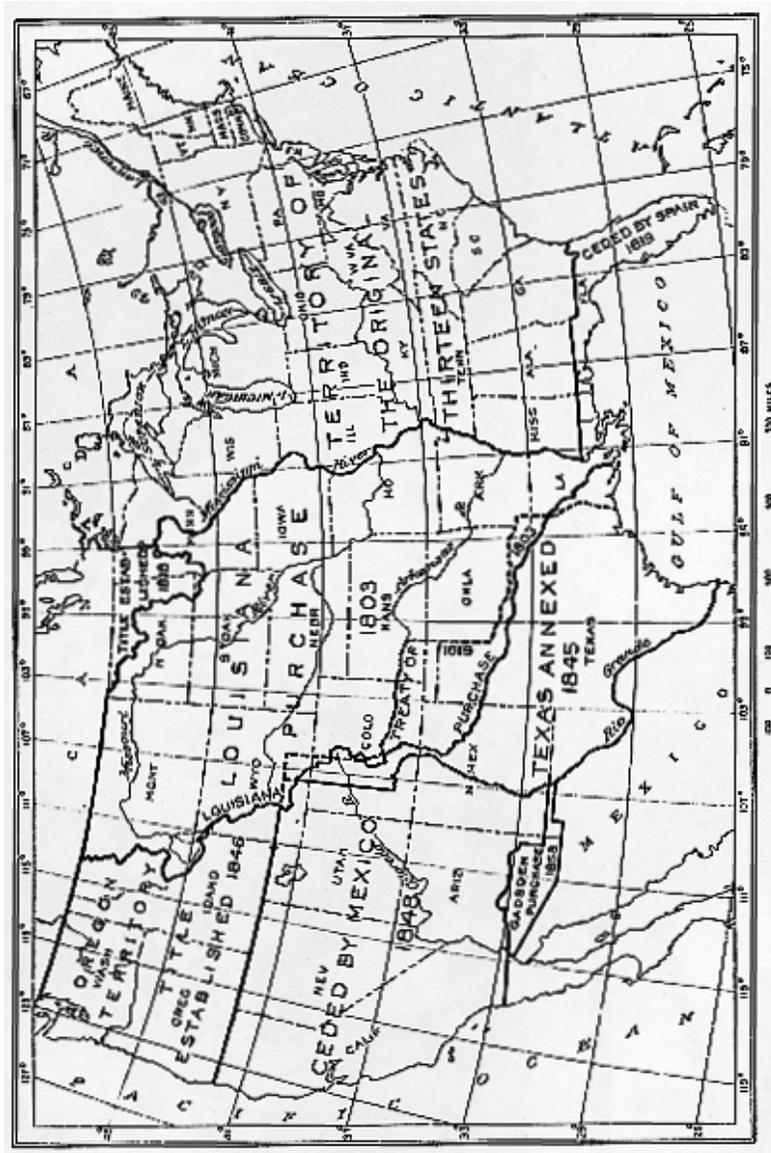
SENECA FALLS

La première féministe, Elizabeth Cady Stanton, trouva une alliée en Lucretia Mott, l'ardente abolitionniste, lors d'une conférence antiesclavagiste à Londres, en 1840. Dès le début de la réunion, toutes deux comprirent que les femmes n'étaient pas les bienvenues. Empêchées de parler et d'être présentes dans la salle de conférences, elles réagirent en claquant la porte, non sans entraîner dans leur sillage d'autres femmes déléguées. Ce fut alors qu'Elizabeth Stanton proposa à Lucretia Mott l'organisation d'une convention sur les droits de la femme consacrée à son statut social, civique et religieux. Il leur fallut huit ans pour convoquer leur convention qui eut lieu à Seneca Falls, dans l'Etat de New York, en 1848.

Au cours de cette réunion, Elizabeth Stanton présenta un texte inspiré de la Déclaration d'Indépendance, où elle énumérait dix-huit griefs contre l'attitude des hommes qui avaient éliminé les femmes de la vie sociale. Entre autres, les femmes mariées n'avaient aucun droit vis-à-vis de leurs enfants si elles quittaient un mari violent ou demandaient le divorce ; quand une femme obtenait le divorce, elle ne pouvait exercer aucune profession, sauf celle d'écrivain ou d'enseignante ; une femme ne pouvait pas témoigner contre son époux devant les tribunaux ; les femmes mariées qui travaillaient en usine n'avaient pas le droit de conserver leur salaire qu'elles devaient remettre à leur époux ; quand une femme se mariait, tous les biens qu'elle possédait avant son mariage étaient automatiquement adjoints à la fortune du mari ; les femmes célibataires qui avaient des biens payaient des impôts sans avoir le droit d'élire les législateurs qui établissaient leurs impôts (or «l'imposition sans représentation» était l'une des raisons pour lesquelles les colonies américaines s'étaient révoltées contre la Grande-Bretagne).

Les participants à la convention adoptèrent toutes les résolutions à l'unanimité, sauf celle qui concernait le suffrage des femmes. Il fallut un discours passionné en faveur du droit de vote des femmes, prononcé par le célèbre abolitionniste noir Frederick Douglass, pour que la résolution fût adoptée. Et pourtant, la majorité des personnes présentes avaient du mal à admettre l'idée que les femmes pouvaient voter.

A Seneca Falls, Elizabeth Stanton acquit aux yeux de toute la nation la réputation d'être par ses écrits et par ses paroles l'avocat le plus éloquent des droits de la femme. Quelques années plus tard, elle déclara qu'elle avait compris dès le début que, sans le droit de vote, les femmes n'atteindraient jamais l'objectif qu'elles s'étaient fixé de devenir les égales des hommes. En prenant pour modèle le réformateur abolitionniste William Lloyd Garrison, elle avait senti que la clef du succès, dans toute entreprise comme la sienne, exigeait une évolution de l'opinion publique et non l'action d'un parti. En faisant prendre conscience aux femmes des injustices dont elles étaient victimes, la convention de Seneca Falls avait servi de catalyseur au changement futur. Bientôt, d'autres conventions sur les droits de la femme furent également convoquées, et d'autres femmes apparurent en première ligne du mouvement pour l'égalité politique et sociale. ★



143 Expansion territoriale des Etats-Unis d'Amérique de 1803 à 1853.